

**MAIRIE
VIAS**

**ARRÊTÉ DE TRANSFERT DE DÉCLARATION PRÉALABLE
DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

2024 038

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée le 22/12/2023 Complétée le 01/02/2024		N° DP 34332 23 K0174 T01
Par :	MR ET MME FERNANDEZ	Surfaces : de plancher : 0 m ² d'emprise : 0 m ²
Demeurant à :	14 Rue DES LISERONS 34450 VIAS FRANCE	
Représenté par :		Destinations : Parcelle n° BP0051
Pour :	Transfert total Pose de panneaux photovoltaïques	
Sur un terrain sis à :	14 RUE DES LISERONS 34450 VIAS	
Adresse secondaire du terrain :		

Le Maire,

Vu la demande susvisée ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 24/07/2017, modifié par délibération du Conseil Municipal du 24/05/2022 ;
Vu la déclaration préalable d'origine référencée DP 34332 23 K0174 délivrée le 22/12/2023 ;
Vu la demande de transfert de la déclaration préalable de M. et Mme FERNANDEZ en date du 01/02/2024 ;
Vu l'acceptation de ce transfert par la SARL ASH ENERGIE représentée par MR HUDITA VASILE DANUT en date du 01/02/2024 ;
Vu les pièces complémentaires déposées le 01/02/2024 ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 – La déclaration préalable dont la SARL ASH ENERGIE représentée par MR HUDITA VASILE DANUT est titulaire, est **TRANSFÉRÉE** au bénéfice de MR et MME FERNANDEZ ci-dessus désignés.

ARTICLE 2 – Le présent arrêté ne modifie pas la période de validité de la déclaration préalable dont toutes les prescriptions et autres obligations sont maintenues.

Fait à VIAS, le **20 FEV. 2024**

Mme Muriel PRADES
Adjointe au Maire,
Déléguée au Droit des Sols



La présente décision est transmise le **22 FEV 2024**
L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article

2.2.2 Déclarations préalables

Le (ou les) demandeurs peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent (Montpellier) d'un recours contentieux.

Durée de la validité du permis / de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R 424-17 ou R 424-18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Dès que l'autorisation est exécutoire (après sa transmission au représentant de l'État), le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers.

Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal.

Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation de construire : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (article L 242-1 du code des assurances).

